Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC
A LA DATE DU 7 JUILLET 2021

MONUSCO

REPRESENTANTE SPECIALE :

La Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, va s'adresser au Conseil de sécurité cette après-midi, à 15 heures, heure de Kinshasa, pour y présenter le dernier rapport du Secrétaire général sur la situation en RDC. Ce rapport est disponible sur le site du Conseil de sécurité des Nations Unies et l'intervention de Madame Keita sur webtv.un.org.

Hier, Bintou Keita était à Bujumbura, au Burundi, pour la quatrième réunion des chefs de service de renseignement et de sécurité du Burundi, de la RDC, de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie, en compagnie notamment de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs.

Cette réunion avait pour objectif d'adopter le Plan d'action du Groupe de contact et de coordination chargé de coordonner la mise en œuvre des mesures non militaires destinées à compléter les efforts militaires contre les groupes armés.

Cette réunion démontre un élan sur lequel toutes les bonnes volontés doivent capitaliser pour avancer vers des solutions communes, régionales, sur les problèmes qui continuent de toucher particulièrement les populations de l'Est du Congo, et s'attaquer à leurs causes profondes en mutualisant les efforts.

Lundi 5 juillet à la Primature, la Représentante spéciale et le Premier Ministre Sama Lukonde ont lancé le Groupe de travail conjoint qui a pour ambition de renforcer le partenariat entre le Gouvernement et la MONUSCO, et d'augmenter l'efficacité de la Mission en soutien à la mise en œuvre des axes du programme d'action du gouvernement.

Ce Groupe de travail est un outil essentiel pour préparer le retrait progressif, responsable et durable de la MONUSCO – en tenant compte en premier lieu des priorités nationales, ainsi que des réalités sur le terrain et des contingences budgétaires, ce qui requiert flexibilité et pragmatisme.

Auparavant, la Représentante spéciale s'était rendue au Sud-Kivu, à Bukavu, Uvira et Kalehe, où elle a rencontré les autorités provinciales ainsi que des représentants des différentes communautés présentes dans les Hauts-Plateaux, notamment les Bami (chefs traditionnels) des communautés concernées.

Elle a rappelé l'engagement de la MONUSCO à protéger les populations vulnérables prises au piège des violences intra-communautaires, ainsi que sa détermination à soutenir les initiatives de dialogue permettant de

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

faire avancer l'autorité de l'Etat dans ces zones. Elle s'est particulièrement intéressée à la situation sécuritaire dans le sud de cette province, notamment à Mikenge, Bijombo et Kaholoholo, où la MONUSCO a une présence militaire qui assure la protection de milliers de déplacés internes mais où, également, il est important que le Gouvernement renforce ou déploie des éléments FARDC et PNC. Au cours de la même visite, elle a procédé à l'inauguration du projet à impact rapide de rénovation du Bâtiment Administratif du Territoire de Kalehe, dans le cadre du renforcement de l'autorité de l'Etat.

La Représentante spéciale salue également la signature de l'ordonnance par le Président Félix Tshisekedi établissant le *Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation* (PDDRC-S), un service public sous son autorité. Elle rappelle que la réintégration des anciens combattants sur une base communautaire est l'une des conditions essentielles à la stabilisation de l'Est de la RDC à long terme. La MONUSCO et le système des Nations Unies dans son ensemble se tiennent prêts à soutenir ce Programme.

Bintou Keita salue la nomination de Malangu Kabedi Mbuyi au poste de Gouverneure de la Banque centrale du Congo (BCC). Cette nomination, la première d'une femme à ce poste, démontre à la fois l'engagement des autorités congolaises à continuer de promouvoir la place des femmes dans la société congolaise, et la réalité de la place centrale qu'ont les femmes en République démocratique du Congo. Elle souhaite plein succès à Madame Kabedi Mbuyi dans ses nouvelles fonctions.

ITURI :

En Ituri, pour aider à lutter contre la criminalité urbaine, la MONUSCO a installé une centaine de panneaux solaires dans la ville, pour un montant global de 132.000 dollars américains pour ces deux projets dits à impact rapide de la Mission des Nations Unies. Ces projets d'éclairage public dans la ville de Bunia et ses quelques 2 millions d'habitants rentrent dans le cadre de l'appui à la stabilisation de l'Est de la RDC et de la protection des civils. Ils visent aussi à faciliter l'évacuation des malades pendant les heures tardives de la journée. Deux projets similaires de la MONUSCO vont être lancés dans les prochaines semaines à Fataki et Djugu-centre, dans le territoire de Djugu. Ces projets ont en outre pour vocation de favoriser la cohabitation pacifique entre communautés et le renforcement de la cohésion sociale, puisqu'ils emploient des anciens combattants, des jeunes à risque et des femmes.

Les femmes de la Police de la MONUSCO à Bunia ont sensibilisé vendredi 25 juin des enfants du site de déplacés de Kigonze dans la périphérie de Bunia sur la Protection de l'Enfant et la lutte contre la Covid-19. C'est à la suite de l'insécurité dans leurs milieux de vie en territoire de Djugu que leurs parents ont fui leurs villages pour se retrouver à Bunia dans quelques familles d'accueil, mais le plus souvent dans des sites, dont celui de Kigonze qui héberge plus de 12,000 déplacés. Pour atténuer leurs souffrances, surtout celles des enfants, le Réseau des Femmes de la Police de la Monusco, RFUM, Secteur de Bunia, a remis des vivres et non-vivres à l'issue de la sensibilisation : sacs de haricot, bidons d'huile, boissons sucrées, biscuits et savon, mais aussi ballons et maillots pour le football.

La MONUSCO a organisé vendredi 25 juin, dans l'enceinte de la prison centrale de Bunia, une formation sur les stratégies de réactions rapides et d'auto-défense afin de circonscrire tout incident en

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

détention. Trente agents y ont pris part, dont 4 femmes, le directeur de la prison et son adjoint. Ce pénitencier héberge aujourd'hui plus de 1,600 détenus, alors que les effectifs avant l'état de siège étaient d'environ 1,400 détenus. Cette formation initiée par l'Unité d'Appui à l'Administration pénitentiaire (UAAP) de la MONUSCO a été assurée par les casques bleus népalais de la Force onusienne.

En outre, la MONUSCO a remis à la prison centrale de Bunia un lot de médicaments essentiels destinés aux détenus de cette maison carcérale, qui était en rupture totale du stock des médicaments au niveau de l'infirmerie depuis trois semaines.

Enfin, afin de lutter contre la désinformation et les rumeurs, la MONUSCO a sensibilisé une centaine de fidèles d'une église à Bunia le samedi 3 juillet sur son mandat et sa contribution au retour de la paix en RDC et en Ituri en particulier. Une centaine de jeunes de la Commune de Mbunya ont pris part à cette activité qui s'est déroulée dans la salle des prières du Ministère Chrétien des Familles.

NORD KIVU :

Le 5 juillet la section des Affaires Civiles a échangé avec 8 représentants dont 2 femmes de deux comités locaux de conciliation à Nyanzale pour encourager leur rôle dans la promotion de la cohabitation pacifique dans la zone de Bwito. Les participants représentaient deux structures locales à savoir les Noyaux des Préventions et Résolutions des conflits et le Baraza Intercommunautaire local. La section des Affaires civiles a conseillé aux participants des deux mécanismes de conciliation de travailler en étroite collaboration avec les chefs coutumiers locaux tout en facilitant la médiation ou la résolution des conflits locaux afin d'assurer des solutions durables.

PROTECTION DE L'ENFANT :

La section Protection de l'enfant de la MONUSCO Goma et l'UNICEF vont organiser du 13 au 16 juillet courant une formation destinée aux vérificateurs des acteurs des ONG ciblés par les deux institutions qui interviennent dans le territoire de Masisi notamment dans l'axe Kitshanga ainsi que dans le Territoire de Rutshuru sur l'axe Kiwanja. L'objectif est de renforcer les capacités des agents des agences de protection de l'enfant sur les techniques de vérification et documentation de cas des enfants sortis de groupes armés mais aussi d'informer les participants sur le cadre opérationnel DDR enfant. Il s'agit également de former les participants sur les techniques de vérification de l'âge avant de présenter le mécanisme de surveillance et de communication des violations graves des droits de l'enfant.

Au cours de mois de juin 2021, la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO a documenté 266 violations graves commises par les parties au conflit à l'encontre des enfants, dans le contexte du conflit armé en RDC, dont 127 cas de recrutement et d'utilisation ; 45 enlèvements d'enfants ; 33 meurtres et mutilations ; 48 cas de violence sexuelle, 12 attaques contre des écoles et hôpitaux et 1 cas de refus d'accès humanitaire.

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Dans la même période de juin 2021, l'Etat de siège en Ituri et le Nord-Kivu et leur corolaire les opérations militaires, ainsi que l'éruption volcanique du 22 Mai 2021 à Goma ont accentué la vulnérabilité des enfants.

A l'Est du pays, 64% des violations ont été vérifiées dans les provinces de l'Ituri et Nord : Nord-Kivu : 42% (120), Sud-Kivu et Maniema : 19% (55), Ituri : 19% (50), Tanganyika : 14% (41).

Voici quelques points chauds en ce qui concerne la protection de l'enfant en juin 2020 :

A Bunia, les ADF ont considérablement accru leur présence dans la province de l'Ituri (territoire d'Irumu) et sont devenus parmi les principaux responsables de violations graves de droits des enfants. Dans le cadre de la mise en œuvre continue du Plan d'Action signé par le Gouvernement de la RDC en 2012, CPS Bunia a rencontré le Gouverneur Militaire de la Province et son équipe lors de la réunion du Groupe de Travail Technique Conjoint provincial (GTTC_P). Le gouverneur de l'Ituri s'est engagé à soutenir la feuille de route des activités du Groupe de Travail Technique Conjoint provincial de l'Ituri pour les enfants en situation de conflit.

A Goma, en réponse au message de sensibilisation et plaidoyer auprès des groupes armés, le groupe armés Nyatura CMC a accepté la vérification de la MONUSCO, ce qui a abouti à la séparation de 35 enfants remis à la Section Protection de l'enfant dans la localité de Mweso. 11 autres enfants séparés des groupes armés se sont rendus aux FARDC à Kitchanga. Une dizaine d'autres enfants se sont rendus dans les COB de la Monusco a Nyanzale et Kitchanga.

La Section Protection de l'enfant a facilité le transport requis par la Division des affaires sociales à Goma, pour la réunification des 82 enfants séparés de leurs familles pendant l'éruption volcanique de Nyiragongo.

A Beni, la section protection de l'enfant est préoccupée par l'activisme des ADF qui placent des bombes artisanales dans la ville de Beni. La crainte est que cette pratique puise viser des écoles et nuire ainsi au droit des enfants a une éducation de qualité. Toujours à Beni, la section protection de l'enfant a rencontré les nouvelles autorités militaires, qui se sont engagés à trouver une solution au problème des enfants en conflit avec la loi, car le juge pour enfants ne peut plus siéger en raison de l'état de siège.

POLICE DES NATIONS UNIES :

En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Police des Nations Unies a lancé un projet de formation qui a pour objectif la gestion des éléments de preuves nécessaires à la mise en accusation des criminels, l'administration adéquate des auditions de témoins ainsi que leur protection et l'optimisation de la collecte de renseignement.

Étant donné que ces enquêtes de crimes majeurs nécessitent un travail d'équipe important, la formation a été ouverte aux magistrats multidisciplinaires (civils et militaires) afin que tous les paliers d'intervenants puissent bénéficier de nouvelles connaissances ou d'une révision des bonnes pratiques d'enquêtes.

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Les villes de Beni, Bunia et Butembo ont été désignées afin de présenter les premières sessions de formation d'une durée de cinq jours.

Enfin, dans le cadre de poursuite des signatures de l'acte d'engagement du Plan d'action triennal de lutte contre les violences sexuelles au sein de la Police Nationale Congolaise, le Département de Protection de l'Enfant et de Prévention des Violences Sexuelles, DPEPVS en sigle, de la Direction de Sécurité Publique, en concert avec l'Unité Genre de la Police des Nations Unies/MONUSCO et pour pouvoir toucher le maximum de Cadres et de Commandement du Commissariat provincial PNC de la Ville de Kinshasa, ont organisé un troisième atelier pour la poursuite de la signature d'actes d'engagement des Commandants des Commissariats urbains et autres responsables PNC de la ville Province de Kinshasa. Cet atelier a eu lieu dans l'enceinte du Commissariat provincial au profit de 40 officiers supérieurs qui ont emboité les pas de s'engager dans la lutte contre les violences sexuelles au sein de leurs unités et entités respectives afin de mettre en pratique la politique du Gouvernement de la République de "Tolérance zéro" en matière de violences sexuelles au sein de la Police Nationale Congolaise.

SITUATION MILITAIRE

(Lu par Major Jean-Philippe BLOUIN du bureau du porte-parole militaire de la MONUSCO)

Au cours des deux dernières semaines, la Force a effectué 4665 activités opérationnelles, notamment des patrouilles de jour et de nuit, des patrouilles et des missions à longue portée, des patrouilles conjointes, des escortes et des reconnaissances aériennes.

L'objectif est d'améliorer la sécurité globale dans les différentes régions, de dissuader les groupes armés de conduire des opérations, d'assurer le maintien des activités économiques menées par la population civile et d'atténuer les menaces de pillage et de vol des bandits armés. De plus, outre les opérations offensives, une coopération civilo-militaire et des liens étroits avec la population locale ont été mis en place pour contrer et freiner la violence dans la région.

Au niveau opérationnel : l'Ituri a connu une séquence d'affrontements entre les FARDC et le groupe armé CODECO aux alentours de Fataki. La Force a déployé une force de réaction rapide dans la zone de l'incident en coordination avec les FARDC et la PNC permettant de réduire la liberté de mouvement des groupes armés, d'éviter la perte de vies et d'assurer la protection des civils et des activités normales de la population.

Les patrouilles de la Force ont dominé les zones de Djaiba, du camp de personnes déplacées à Lodha et la zone du marché de Fataki, contribuant à prévenir les attaques contre la population locale. Le commandant du secteur nord a également rencontré le commandant de la 32e région militaire des FARDC pour discuter de la situation dans la province de l'Ituri et des moyens d'améliorer la coordination entre la MONUSCO et les FARDC dans le but de maximiser la protection des civils.

La Force de la MONUSCO a réussi à déloger le mouvement CODECO du village Jupusiga. Les miliciens du CODECO étaient venus au village pour piller la population locale mais n'ont pas réussi à faire d'incursions à

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

grande échelle en raison de la réponse rapide des Casques bleus, qui ont réussi à arrêter le raid en cours et à minimiser les dégâts.

La Force de la MONUSCO a repoussé avec succès une attaque probable du CODECO à Masumbuko. Ils ont réagi rapidement pour assurer la protection des civils. Les assaillants ont tenté d'avancer vers le camp de personnes déplacées ainsi que celui de la MONUSCO mais ont été contraints à fuir sous le poids de la contre-attaque. Grâce à l'action rapide et efficace de la Force de la MONUSCO, la perte de toute vie civile a été évitée et les dommages causés à la communauté locale ont été minimisés.

La présence constante de la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) dans les principaux points chauds a restreint la liberté de mouvement des groupes armés, évitant ainsi des pertes de vies et assurant la protection des civils et des activités normales de la population.

Depuis le 26 juin dernier, des engins explosifs improvisés (EEI) ont explosé dans la ville de Beni augmentant ainsi le sentiment d'instabilité et d'insécurité au sein de la population. Des patrouilles conjointes de la MONUSCO et des FARDC furent dépêchées sur les lieux des incidents pour effectuer des vérifications et assurer la Protection des civils. Des investigations sont en cours afin de trouver l'origine de ces engins explosifs improvisés.

Les 17 au 18 juin dernier, le Commandant de la Force, le Lientenant-Général Marcos De Sá Affonso Da Costa, s'est rendu à Beni pour évaluer la situation et planifier le renforcement de la protection des civils. De plus, suite à la réception d'informations faisant état du recrutement par les ADF et de l'entraînement militaire au village de Malibongo, la Force de la MONUSCO a dépêché des patrouilles robustes de jour et de nuit dans la zone. Cela a permis de réduire la liberté de mouvement des groupes armés, d'anticiper les menaces possibles sur la population et d'interagir avec les leaders et personnes clés des communautés impliquées.

La Force de la MONUSCO au Sud-Kivu et à Tanganyika continue d'utiliser la « Protection par la projection », notamment sur Sange-Mumutarukle, Kahololo-Birindiro et Bendera-Kalemie, pour réduire les menaces contre la population. En outre, en soutenant les patrouilles conjointes des FARDC et de la Police des Nations Unies à Kamanyola, Bijombo et Kalemie, la MONUSCO aide à renforcer la sécurité régionale. Enfin, la Force de la MONUSCO dans la zone a accueillis deux membres de Twirwaneho qui se sont rendus laissant une arme AK47 et 60 cartouches.

La Force de la MONUSCO continuera à jouer un rôle positif et constructif en appui aux FARDC, au Gouvernement de la République démocratique du Congo et à la population comme mandaté dans la résolution du Conseil de sécurité. Ce soutien est fondamental pour améliorer la protection des civils.

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

EQUIPE DE PAYS

DROITS DE L'HOMME :

Déclaration de Aziz Thioye Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme

Mesdames et messieurs de la presse, Chers auditeurs de la Radio Okapi, C'est un honneur de me retrouver à nouveau devant vous pour faire le point sur la situation des droits de l'homme et des activités de mon Bureau en République démocratique du Congo.

L'actualité comme vous le savez est dominée depuis quelques semaines par l'état de siège qui a été déclaré par le Président de la république dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Cette décision correspond à la nécessité de mettre fin à l'insécurité dans les provinces de l'Est et de rétablir l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la république. L'état de siège a permis de mettre sur pied un cadre permettant à l'Etat d'agir contre les groupes armés et a favorisé un mouvement de reddition de certains leaders importants dont celui de FPP/AP dans la province du Nord-Kivu.

Le BCNUDH continue de suivre la situation dans ces zones, soutient la société civile et contribue à l'appui de la MONUSCO aux Forces de défense et de sécurité dans le strict respect de la politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme.

Si aujourd'hui l'impact positif de l'état de siège sur la protection des civils et les droits de l'homme commence à se sentir, mon bureau relève cependant quelques difficultés sur les droits fondamentaux, notamment en ce qui concerne l'administration de la justice, à la suite de la suspension des activités de la justice civile. Certaines préoccupations ont été partagées avec les autorités compétentes qui sont en train d'y remédier avec notre soutien. Je salue notamment ici les efforts de la Ministre de la justice qui a fait adopter un projet d'ordonnance réformant la Cour militaire opérationnelle qui je le rappelle n'admettait pas le droit au recours, en violation de la Constitution et des engagements internationaux de la République démocratique du Congo.

La situation dans le Sud Irumu continue de soulever des inquiétudes a la suite des attaques meurtrières attribuées aux ADF dans les localités de Boga et Tchabi. Outre, les pertes importantes en vies humaines, les propriétés détruites et la destruction de lieux protégés, il a été noté une flambée de messages à caractère haineux et incitant à la violence et à l'hostilité contre les membres de la communauté Banyabwisha. Des actes de justice populaire ont été rapportés et dénoncés par le ministre des Droits humains. Il est important de rappeler à la suite de la cheffe de la MONUSCO, la nécessité absolue de tous (leaders communautaires, autorités, les médias) s'abstenir de recourir aux discours de haine et de les diffuser et de désigner les membres d'une communauté à la vindicte populaire.

Le 22 juin 2021, j'ai participé aux côtés du Ministre des Droits humains, des autorités provinciales et de la population de Tshisuku, au Kasaï Central à la cérémonie d'inhumation de dix victimes des violences du 7 mai 2017. Ces corps ont été remis aux familles après des expertises médicolégales appuyées par l'Equipe d'assistance technique sur le Kasaï dans le cadre des procédures judiciaires en cours. Cette cérémonie émouvante au cours de laquelle le Ministre des droits humains a publiquement demandé pardon au nom du Chef de l'Etat et du gouvernement pour les atrocités commises au Kasaï selon les coutumes locales. Cette cérémonie est une étape

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

importante dans le processus de vérité, justice et réconciliation en RDC. J'invite les autorités à accélérer les procédures judiciaires pour que les personnes impliquées dans les crimes commis en 2017 à Tshisuku et dans le Kasaï en général soient poursuivis.

Je salue également l'adoption par l'Assemblée provinciale du Kasaï Central de l'édit portant création d'une Commission provinciale justice, vérité et réconciliation. Ces efforts, soutenus par le BCNUDH, le PNUD et *Search for Common Ground* dans le cadre du projet PAJURR financé par le Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies ont permis d'aboutir à cette autre étape importante. Je n'ai aucun doute que des personnes compétentes seront choisies pour animer ces institutions et j'invite les autorités à lui fournir les moyens nécessaires à son action.

Il vous sera distribué un dossier contenant les détails des sujets et activités importantes du BCNUDH. Je vous invite à visiter le site internet de la MONUSCO, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et nos comptes sur les réseaux sociaux pour vous informer sur l'actualité des droits de l'homme en République démocratique du Congo.

UNHCR :

C'est dans l'enceinte des bureaux du HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, qu'un chèque de 50.000 USD a été remis par Vodacom et la Fondation Vodafone au HCR, ce 7 juillet, en faveur des sinistrés de l'éruption volcanique de Goma survenue le 22 mai dernier.

Il sied de rappeler que le samedi 22 Mai 2021, le Nyiragongo a connu une éruption, engendrant en conséquence une situation précaire où des milliers de Congolais ont été contraints d'abandonner leurs habitations lorsque le volcan, considéré comme l'un des plus actifs et dangereux du monde, est entré en éruption. La coulée de lave a balayé des villages entiers près de la ville de Goma. Elle a engendré d'énormes dégâts matériels et des pertes en vies humaines. Selon les bilans officiels des autorités provinciales, ainsi que des organisations locales et internationales, 32 personnes ont péri. A cela s'ajoutent le déplacement de plus de 400.000 personnes et des déclarations des personnes portées disparues.

A ce titre, le don propice fait par Vodafone et Vodacom Congo, destiné à porter assistance aux communautés affectées et aux populations déplacées, sera géré par le HCR. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés effectue déjà des actions humanitaires pour la protection des populations touchées par la catastrophe, entre autres, en leurs fournissant des articles de secours, y compris des matériaux pour la construction des abris d'urgence tels que des bâches, des couvertures, des matelas et des articles sanitaires.

Aussi, le chèque remis officiellement à la Représentante du HCR, Madame Liz Kpam Ahua, marque le coup d'envoi d'une grande campagne de collecte de fonds par le service de transfert d'argent par téléphone mobile M-PESA baptisée « Pole Sana Goma » (du Swahili « De cœur avec vous Goma »). Par ce don, Vodacom Congo et Vodafone, représentés par Madame Anaiah Bewa, Directrice des Relations Extérieures, ont tenu à encourager la solidarité de tous, car bien que la menace d'une seconde éruption soit écartée, les sinistrés restent à ce jour dépendants des aides humanitaires et des dons du gouvernement congolais. En plus ils ont besoin de reprendre une vie normale. De ce fait, cette campagne est un appel lancé à tous les congolais et toutes les congolaises, où

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

qu'ils se trouvent, de manifester leur solidarité à la hauteur de leurs moyens à travers le compte 9000 de M-Pesa, totalement gratuit, mis à la disposition du HCR.
Il convient également de noter que, dès le premier jour de la catastrophe, Vodacom Congo a fourni des forfaits gratuits d'appels, d'internet et de SMS à ses clients pour leur permettre de rester en contact avec leurs familles.

D'autre part, un soutien supplémentaire sera donné aux abonnés de M-PESA, qui pourront opérer gratuitement, toutes leurs transactions entrantes et sortantes 24/24h, pour les villes de Goma, Bukavu, Nsake, Idjwi à partir du 29 mai. En outre, l'entreprise s'engage à soutenir l'Observatoire Volcanologique de Goma (OVG), en lui fournissant une connectivité gratuite à partir de la fibre optique afin de garantir une surveillance efficace des futures activités volcaniques.

Contacts :
MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28
Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06